

110(4) Notwithstanding any other provision of this section, a prospector, the holder of a mineral claim or mining lease or the operator of a mine, or anyone acting on behalf of such person, shall not erect any permanent camp, building or other structure on Crown Lands unless he has obtained a lease of the Crown Lands or a right to occupy and use the Crown Lands under the *Crown Lands and Forests Act*.

110(5) Notwithstanding any other provision of this section, a prospector, the holder of a mineral claim or mining lease or the operator of a mine, or anyone acting on behalf of such person, shall not cause actual damage to or interference with the use and enjoyment of Crown Lands held under a lease under the *Crown Lands and Forests Act* without the consent of the lessee.

110(6) The rights conferred upon a prospector, the holder of a mineral claim or mining lease or the operator of a mine are subject to the payment to a licensee, sub-licensee or permittee under the *Crown Lands and Forests Act* of the value of his interest in any timber cut or damaged, and any disagreement between the prospector, holder of the mineral claim or mining lease or operator of the mine and the licensee, sub-licensee or permittee in respect of quantity of timber or value of interest therein shall be determined by the Mining Commissioner.

110(7) Sections 13 and 113 apply with such changes as are necessary to a determination by the Mining Commissioner under subsection (6).

111(1) Security given under this section operates to compensate the owner or lessee for actual damage to or interference with the use and enjoyment of property caused by a prospector, the holder of a mineral claim or mining lease or the operator of a mine, or by anyone acting on his

110(4) Nonobstant toute disposition du présent article, le prospecteur, le titulaire d'un claim ou d'un bail minier ou l'exploitant d'une mine ou toute personne agissant au nom d'une telle personne ne doit ériger aucun camp permanent, bâtiment ni aucune autre structure sur les terres de la Couronne sans avoir obtenu au préalable un bail de ces terres ou un droit d'occupation et d'utilisation en vertu de la *Loi sur les terres et forêts de la Couronne*.

110(5) Nonobstant toute autre disposition du présent article, un prospecteur, le titulaire d'un claim ou d'un bail minier ou l'exploitant d'une mine, ou toute personne agissant au nom d'une telle personne, ne doit causer aucun dommage réel, ni aucune interférence quant à l'usage et à la jouissance des terres de la Couronne faisant l'objet d'un bail en vertu de la *Loi sur les terres et forêts de la Couronne*, sans le consentement du concessionnaire.

110(6) Les droits conférés à un prospecteur, à un titulaire de claim ou de bail minier ou à l'exploitant d'une mine sont sujets au versement au titulaire du permis, sous-titulaire de permis ou à une personne autorisée en application de la *Loi sur les terres et forêts de la Couronne*, de la valeur de son intérêt dans tout bois coupé ou endommagé; tout différend entre le prospecteur, le titulaire de claim ou de bail minier ou l'exploitant de la mine et le titulaire de permis, sous-titulaire de permis ou personne autorisée relativement à la quantité de ce bois, ou à la valeur de son intérêt dans ce bois, doit être tranché par le commissaire aux mines.

110(7) Les articles 13 et 113 s'appliquent, avec les changements nécessaires, à une décision rendue par le commissaire aux mines en vertu du paragraphe (6).

111(1) Le cautionnement fourni en application du présent article a pour effet d'indemniser le propriétaire ou le concessionnaire du fait qu'un prospecteur, le détenteur d'un claim ou d'un bail minier ou l'exploitant d'une mine ou leurs représentants ont causé des dommages réels aux biens ou une

behalf, prospecting, staking, mining or otherwise working land.

111(2) Security given under this section shall be in the form and amount required in accordance with the regulations and shall be deposited with the Recorder before prospecting, mining or other work on the land is undertaken by the holder of a prospecting licence, mineral claim or mining lease, by the operator of a mine or by a person acting on his behalf.

111(3) The Minister may at any time require security in addition to that required by the regulations as he considers appropriate.

112(1) Where an order is made by the Mining Commissioner under subsection 13(8) and the Recorder receives a certificate of non-payment in the form prescribed by regulation to the effect that subsection 113(9) has not been complied with, and the security provided is negotiable, the Recorder shall negotiate the security and satisfy from the proceeds the amount ordered to be paid.

112(2) Where security is negotiated under this section the prospector, holder of the mineral claim or mining lease or operator of the mine shall deposit new security in accordance with section 111.

PART XIII HEARINGS

113(1) Subject to other provisions of this Act respecting the manner of filing a notice of dispute, a person seeking redress with respect to any question, disagreement, matter or claim referred to in subsection 13(1) may apply to the Mining Commissioner for an adjudication.

113(2) Upon receipt of an application under subsection (1), the Mining Commissioner shall immediately notify all persons who are parties to

interférence quant à l'usage et la jouissance de ceux-ci au cours de la propection, du jalonnement, de l'exploitation minière ou d'autres travaux.

111(2) Le montant du cautionnement fourni en application du présent article ainsi que la forme dans laquelle il doit être établi doivent être conformes aux règlements et remis à l'archiviste avant que le titulaire d'un permis de prospection, d'un claim ou d'un bail minier, l'exploitant d'une mine ou son représentant n'aient entrepris de prospecter, de jalonner, d'exploiter la mine ou d'y effectuer un autre travail.

111(3) Le Ministre peut à tout moment exiger en plus du cautionnement requis par règlement, le cautionnement qu'il estime nécessaire.

112(1) Lorsque le commissaire aux mines a rendu une ordonnance en application du paragraphe 13(8) et que l'archiviste a reçu, dans la forme prescrite par règlement, un certificat de non-paiement attestant violation du paragraphe 113(9) et que le cautionnement fourni est négociable, l'archiviste doit le négocier et faire droit à l'indemnité à même le produit.

112(2) Lorsque le cautionnement est négocié en vertu du présent article, le prospecteur, le titulaire de claim ou de bail minier ou l'exploitant de la mine doit déposer un nouveau cautionnement conformément à l'article 111.

PARTIE XIII AUDITIONS

113(1) Sous réserve d'autres dispositions de la présente loi portant sur les modalités de dépôt d'un avis de contestation, l'auteur d'une demande en réparation concernant une question, un différend, une affaire ou une réclamation mentionnés au paragraphe 13(1), peut s'adresser au commissaire aux mines pour fin d'adjudication.

113(2) Dès que saisi de la demande visée au paragraphe (1) concernant la question, le différend, l'affaire ou la réclamation, le commissaire aux mi-

the question, disagreement, matter or claim, such other persons he considers are affected and should be notified, and the Recorder.

113(3) Any notice or direction given under this section may be sent by registered mail and a notice or direction so sent shall be deemed to have been received on the fifth day after mailing.

113(4) Prior to setting the date for a hearing, the Mining Commissioner shall direct the applicant to submit a statement of the facts and of the remedy, relief or decision sought, and that person shall, within ten days after receiving the direction, submit the statement to the Commissioner.

113(5) The Mining Commissioner shall, not later than fifteen days after

(a) receipt by him of the statement referred to in subsection (4), or

(b) the receipt by him of a notice of dispute forwarded to him under section 61,

set a date for a hearing which shall commence not later than sixty days after the receipt of the statement or the notice of dispute.

113(6) Notwithstanding any other provision of this Act, the Mining Commissioner may, with the approval in writing of the parties, proceed to summarily hear the parties and may, with or without holding a view, base his decision solely upon that hearing in which case his decision shall be final.

113(7) At a hearing under this section, the Mining Commissioner shall hear the parties and those heard shall be under oath but he shall not be bound by the rules of evidence and may inform himself in any manner he thinks fit.

nes doit en donner avis à toutes les parties et aux personnes qui d'après lui en sont touchées, ainsi qu'à l'archiviste.

113(3) Tout avis et toute directive donné en vertu du présent article peut être transmis par courrier recommandé et est réputé reçu le cinquième jour, à partir du jour de sa mise à la poste.

113(4) Avant de fixer la date de l'audition, le commissaire aux mines doit ordonner à l'auteur de la demande de lui soumettre une déclaration relative aux faits, au recours, au redressement ou à la décision recherché; cette déclaration doit en outre être soumise au commissaire dans les dix jours qui suivent la date de réception de cet ordre.

113(5) Le commissaire aux mines doit dans les quinze jours suivant

a) la réception de la déclaration mentionnée au paragraphe (4), ou

b) la réception d'un avis de contestation en application de l'article 61,

fixer la date de l'audition qui doit être tenue au plus tard dans les soixante jours qui suivent la date de réception du relevé ou de l'avis de contestation.

113(6) Nonobstant toute autre disposition du présent article, le commissaire aux mines peut, avec l'approbation écrite des parties, les entendre sommairement et il peut, en la motivant ou non, fonder uniquement sa décision sur cette audition, auquel cas sa décision est définitive.

113(7) Au cours de l'instruction en vertu du présent article, le commissaire aux mines doit entendre les parties, qui doivent en outre prêter serment, mais il n'est pas lié par les règles de preuve et peut recueillir des renseignements de la manière qu'il juge appropriée.

113(8) Within sixty days after the completion of the hearing, the Mining Commissioner shall render a written decision together with reasons for the decision, and he shall forward by registered mail a copy of the decision and the reasons to each of the parties and to the Recorder.

113(9) Within thirty days after the date the decision was mailed or within such other time as may be specified by order of the Mining Commissioner in his decision, each of the parties shall comply with the decision of the Mining Commissioner and any orders made by him.

113(10) The Recorder shall not record a mineral claim and an application for a mining lease shall not be considered where the land covered by the mineral claim or in respect of which the application for a mining lease is made is at the time of the filing of the application to record or of the making of the application for the mining lease,

(a) the subject of an application before the Mining Commissioner; or

(b) the subject of a decision or order of the Mining Commissioner and the time within which an appeal from the decision or order may be made has not expired.

113(11) No proceeding before the Mining Commissioner is invalid by reason of any defect in form or of any technical irregularity.

113(12) Where the Mining Commissioner is satisfied that any party has received notice of the hearing, he may proceed to conduct the hearing and to make a determination in the absence of that party.

113(13) The Mining Commissioner may extend the time fixed for doing anything in relation to an application before him under this Act, whether or not the time fixed has expired, and he may abridge the time fixed for doing anything in relation to an application before him under this Act.

113(8) Dans les soixante jours qui suivent la fin de l'audition, le commissaire aux mines doit rendre par écrit une décision motivée et, sous pli recommandé, en faire parvenir copie, accompagnée des motifs, tant aux parties qu'à l'archiviste.

113(9) Chacune des parties doit se conformer tant à la décision rendue par le commissaire aux mines qu'à ses ordres dans les trente jours suivant la mise à la poste de la décision ou dans tout autre délai qui y est indiqué.

113(10) L'archiviste ne doit pas inscrire au registre un claim ni étudier une demande de bail minier si les terrains sur lesquels porte le claim ou relativement auxquels la demande de bail minier est produite sont au moment ou est faite la demande d'enregistrement ou de la demande de bail minier suivant le cas,

a) l'objet d'une demande devant le commissaire aux mines, ou

b) l'objet d'un ordre ou d'une décision du commissaire aux mines et le délai d'appel à l'encontre de la décision ou l'ordre n'est pas expiré.

113(11) Aucun vice de forme, aucune irrégularité d'ordre technique n'atteint la validité d'une procédure devant le commissaire aux mines.

113(12) Le commissaire aux mines peut, s'il est convaincu qu'une partie a reçu l'avis de l'audition, commencer l'audition et rendre une décision en son absence.

113(13) Le commissaire aux mines peut proroger ou abrégé le délai accordé pour accomplir quelque chose dans le cadre d'une demande dont il est saisi en application de la présente loi, avant ou après l'expiration de ce délai.

113(14) A copy of any order made by the Mining Commissioner may be filed in The Court of Queen's Bench of New Brunswick and shall be entered and recorded in the Court and, when so entered and recorded, becomes a judgment of the Court and may be enforced as such against the person named therein.

113(15) All reasonable costs and charges attendant upon the filing, entering and recording of an order under subsection (14) shall be recovered in like manner as if the amount thereof had been included in the order.

Appeals

114(1) A party to any question, disagreement, matter or claim may, within fifteen days after being notified of a decision or order of the Mining Commissioner, apply by Notice of Application to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick to review and set aside the order or decision on the grounds that it was made

(a) without jurisdiction; or

(b) on the basis of an error of law.

114(2) The Notice of Application referred to in subsection (1) shall be served by the applicant on the other parties to the proceedings, and on the Mining Commissioner and the Recorder, in accordance with the Rules of Court.

114(3) Upon service under subsection (2), the Mining Commissioner shall deliver to the clerk of The Court of Queen's Bench of New Brunswick for the judicial district in which the application is to be heard all documents in his possession relating to the application and a copy of the order or decision.

113(14) Le copie de tout ordre qu'a rendue le commissaire aux mines peut être déposée à la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick et doit être inscrite au registre et enregistré à la Cour; ainsi inscrite et enregistrée, cette copie devient un jugement de la Cour et peut être exécutée à ce titre contre la personne dont le nom y figure.

113(15) Le recouvrement de tous frais et charges raisonnables concernant le dépôt, l'inscription et l'enregistrement d'un ordre en application du paragraphe (14) se fait comme si le montant avait été mentionné dans l'ordre.

Appel

114(1) Sous réserve du paragraphe (2), une partie à une question, un différend, une affaire ou une réclamation peut dans les quinze jours qui suivent la notification d'une décision ou d'un ordre émanant du commissaire aux mines, demander par avis de requête à un juge de de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick révision et l'annulation de l'ordonnance ou de la décision en invoquant comme motifs

a) l'absence de compétence, ou

b) une erreur de droit.

114(2) L'avis de requête mentionné au paragraphe (1) doit être signifié par le requérant aux parties en cause, au commissaire aux mines et à l'archiviste en conformité avec les Règles de procédure.

114(3) A la signification prévue au paragraphe (2), le commissaire aux mines doit communiquer au greffier de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick de la circonscription judiciaire où la requête doit être entendue toutes les pièces relatives à la requête qu'il détient et une copie de l'ordre ou de la décision.

114(4) The judge hearing the application may receive such evidence, oral or written, as is relevant to support or repudiate any allegation contained in the application.

114(5) An application under subsection (1) stays the operation of the decision or order in respect of which the application is made.

114(6) After hearing the application, the judge may allow the application and set aside the decision or order or may dismiss the application or substitute his own decision or order for that of the Mining Commissioner.

114(7) Where an application under subsection (1) is dismissed, the judge shall make an order establishing the date on which the order or decision of the Mining Commissioner is to be effective.

114(8) To the extent that they are not inconsistent with the provisions of this section, the Rules of Court apply in respect of an application made under subsection (1).

114(9) The Recorder shall not record a mineral claim and an application for a mining lease shall not be considered if the land covered by the mineral claim or in respect of which the application for a mining lease is made is at the time of the filing of the application to record or of the making of the application for the mining lease the subject of an application under this section.

PART XIV REGULATIONS

115(1) The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) respecting returns, reports, plans, maps and statements, to be submitted by the holder of a mineral claim or mining lease or the operator of a mine in relation to work, operations, production and expenditures;

114(4) Le juge saisi de la demande peut recevoir la preuve orale ou écrite pouvant appuyer ou rejeter les allégations que contient la requête.

114(5) La demande en vertu du paragraphe (1) suspend l'effet de la décision ou de l'ordre faisant l'objet de la requête.

114(6) Le juge peut accueillir ou rejeter la requête dont il a été saisi, et annuler la décision ou l'ordonnance ou remplacer la décision ou l'ordre du commissaire aux mines par sa décision ou son ordonnance.

114(7) En cas de rejet d'une requête en vertu du paragraphe (1), le juge doit rendre une ordonnance établissant la date de prise d'effet de l'ordre ou de la décision du commissaire aux mines.

114(8) Dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent article, les Règles de procédure s'appliquent à une requête produite en application du paragraphe (1).

114(9) L'archiviste ne doit enregistrer un claim et une demande de bail minier ne doit pas être examinée si les terrains qui font l'objet d'un claim ou au sujet desquels la demande de bail minier est faite au moment du dépôt de la demande d'enregistrement ou de la demande de bail minier, l'objet d'une requête en vertu du présent article.

PARTIE XIV RÈGLEMENTS

115(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) concernant les rapports, plans, cartes ou déclarations que le titulaire d'un claim ou d'un bail minier ou l'exploitant d'une mine doit soumettre sur le travail, l'exploitation, la production et les dépenses;

(b) respecting the performance of feasibility studies by holders of mineral claims and mining leases and operators of mines and respecting feasibility study reports;

(c) respecting the manner of staking mineral claims;

(d) respecting applications to record mineral claims;

(e) respecting maintenance of boundary lines and mineral claim posts;

(f) respecting the kind and dollar value of work required in relation to mineral claims and mining leases and the manner and form in which evidence of work shall be submitted;

(g) respecting information to be provided in a notice given under section 63 or 64;

(h) respecting the operation of any mine;

(i) respecting the disposal of drill core and cuttings;

(j) respecting conditions for opening, closing, reopening and abandoning mines and for rendering a mine inaccessible;

(k) respecting things and work to be done with respect to protection, reclamation and rehabilitation of the environment before mining commences, during mining and after mining is discontinued;

(l) generally respecting fees payable under this Act and the regulations and prescribing those fees required to be prescribed;

(m) respecting the confidentiality of documents and other information filed or submitted under this Act and the regulations and the period during which such documents and information are to be confidential;

b) concernant les études de faisabilité à être effectuées par les titulaires de claims ou de baux miniers et les exploitants de mines, ainsi que les rapports d'étude de faisabilité;

c) concernant la façon de jalonner les claims;

d) concernant les demandes d'enregistrement d'un claim;

e) concernant l'entretien des lignes de démarcation et des piquets de claim;

f) concernant le genre de travail et sa valeur en dollars relatif à un claim ou un bail minier, et les modalités de présentation de preuve en matière de travail;

g) concernant les renseignements à donner dans un avis en vertu de l'article 63 ou 64;

h) concernant l'exploitation d'une mine;

i) concernant la manière de disposer des carottes et des copeaux de sondage;

j) concernant les conditions d'ouverture, de fermeture, de réouverture et d'abandon des mines, et les conditions sous lesquelles une mine peut être rendue inaccessible;

k) concernant les démarches et le travail à effectuer pour la protection, l'amendement et l'amélioration de l'environnement, avant, pendant et après l'exploitation minière en cas d'interruption de celle-ci;

l) concernant en général les droits à acquitter en vertu de la présente loi et des règlements et prescrivant les droits qui doivent être prescrits;

m) concernant le caractère confidentiel des documents ou autres renseignements déposés ou soumis en application de la présente loi et des règlements et la durée de la préservation de ce caractère confidentiel;

(n) prescribing substances to be minerals or not to be minerals for the purposes of this Act and limiting the application of a regulation made under this paragraph to one or more specific areas of the Province;

(o) prescribing for purposes of section 13 matters over which the Mining Commissioner has jurisdiction;

(p) respecting the forms and amounts of security to be given under sections 68 and 111;

(q) prescribing lands and respecting consents for the purposes of paragraph 109(4)(e);

(r) generally respecting forms to be used for the purposes of this Act and the regulations and prescribing those forms required to be prescribed;

(s) respecting royalties, charges and rents payable under this Act and prescribing interest rates for the purposes of this Act.

115(2) The Lieutenant-Governor may declare that a regulation made under subsection (1) is not applicable with respect to a specified mineral claim, mining lease or mine for any period or periods of time.

PART XV OFFENCES AND PENALTIES

116(1) No person shall

(a) without lawful authority under this Act, deface, alter, remove or disturb any post, stake, picket, boundary line, claim tag, figure, writing or other mark lawfully placed, standing or made under this Act;

(b) supply any false information under this Act;

n) prescrivant des substances qui doivent être tenues pour minéraux ou non aux fins de la présente loi, et, limitant l'application d'un règlement établi en application du présent alinéa à une ou plusieurs zones données de la province;

o) prescrivant pour les fins de l'article 13 les questions qui sont de la compétence du commissaire aux mines;

p) concernant les formules et le montant du cautionnement prévus aux articles 68 et 111;

q) prescrivant les terrains et concernant le consentement aux fins de l'alinéa 109(4)e);

r) prescrivant en général les formules à utiliser pour l'application de la présente loi et des règlements et prescrivant les formules qui doivent être prescrites;

s) concernant les redevances, coûts et loyers à payer en vertu de la présente loi et prescrivant les taux d'intérêt à imposer aux fins de la présente loi.

115(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer un règlement établi en vertu du paragraphe (1) inapplicable, pendant une ou plusieurs périodes, relativement à un claim ou bail minier ou à une mine indiqués.

PARTIE XV INFRACTIONS ET PEINES

116(1) Nul ne doit

a) sans autorité légitime émanant de la présente loi, mutiler, modifier, enlever ou déranger un poteau, un jalon, un piquet, une ligne de démarcation, une étiquette de claim, un chiffre, un caractère ou une autre marque légalement placés, fichés ou faits en vertu de la présente loi;

b) fournir de faux renseignements en vertu de la présente loi;

(c) obstruct the Minister or an officer appointed under this Act in the execution of his powers and duties;

(d) violate or fail to comply with any provision of this Act or the regulations; or

(e) fail to comply with a decision or order made by the Mining Commissioner under this Act.

116(2) A person who violates any provision of subsection (1) commits an offence and is liable on summary conviction

(a) in the case of a natural person, to a fine of not more than one thousand dollars and in default of payment is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*, and

(b) in the case of a corporation, to a fine of not more than ten thousand dollars and in default of payment to levy by distress and sale in accordance with section 35 of the *Summary Convictions Act*.

117(1) No prospector, holder of a mineral claim or mining lease or operator of a mine, or an agent thereof, shall without lawful authority interfere with mining on land covered by the mineral claim, mining lease or mine of any other holder of a mineral claim or mining lease or operator of a mine.

117(2) A person who violates subsection (1) commits an offence and is liable on summary conviction, in addition to any civil liability,

(a) in the case of a natural person, to a fine of not more than one thousand dollars and in default of payment to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*, and

c) gêner le Ministre ou un fonctionnaire nommé en vertu de la présente loi, dans l'exercice de ses fonctions,

d) enfreindre ou faire défaut d'observer une disposition de la présente loi ou des règlements; ou

e) faire défaut d'observer une décision ou une ordonnance que le commissaire aux mines donne en vertu de la présente loi.

116(2) Une personne qui enfreint une disposition du paragraphe (1) commet une infraction et est passible sur déclaration sommaire de culpabilité

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende de mille dollars au plus et, à défaut de paiement, de la peine d'emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*, et

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende de dix mille dollars au plus et à défaut de paiement, l'amende doit être prélevée par voie de saisie et vente conformément à l'article 35 de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

117(1) Nul prospecteur, nul titulaire de claim ou d'un bail minier, nul exploitant d'une mine ni son représentant ne doit entraver sans autorisation légitime, l'exploitation minière sur un terrain faisant l'objet d'un claim, d'un bail minier ou d'une mine d'un autre titulaire de claim, de bail minier ou d'un autre exploitant d'une mine.

117(2) Une personne qui enfreint le paragraphe (1) commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, en plus de toute responsabilité civile,

a) dans le cas d'une personne physique, à une amende de mille dollars au plus et, à défaut de paiement, de la peine d'emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*, et

(b) in the case of a corporation, to a fine of not more than ten thousand dollars and in default of payment to levy by distress and sale in accordance with section 35 of the *Summary Convictions Act*.

118 A person who violates any provision of section 116 or 117 commits a separate offence on each day he violates the provision.

119 Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director, employee or agent of that corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and commits the offence and on summary conviction is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

120 Nothing in section 119 relieves the corporation that committed an offence under this Act from liability therefor.

121 In construing and enforcing this Act, the act, omission, neglect or failure of an officer, director, employee or agent of a corporation, acting within the scope of his employment or instructions, is the act, omission, neglect or failure of the corporation.

122(1) In any prosecution or other proceeding under this Act a certificate purporting to be signed by the Recorder to the effect that any person has done any act prohibited by this Act or the regulations or failed to comply with a provision of this Act or the regulations is, without proof of the Recorder's appointment, authority or signature, admissible in evidence and shall be *prima facie* proof of the facts stated therein.

122(2) A certificate referred to in subsection (1) shall not be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial or other proceeding, given to the person against whom it is to be produced reasonable notice of his intention, together with a copy of the certificate.

b) dans le cas d'une corporation, à une amende de dix mille dollars au plus et à défaut de paiement, l'amende doit être prélevée par voie de saisie et vente conformément à l'article 35 de la *Loi sur les poursuites sommaires*.

118 Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels une personne enfreint une disposition des articles 116 ou 117.

119 Lorsqu'une infraction à la présente loi est commise par une corporation, ceux de ses dirigeants, administrateurs, employés ou représentants qui l'ont ordonnée, autorisée ou qui y ont consenti ou participé sont parties à l'infraction, l'ont commise et sont passibles de la peine prévue, sur déclaration sommaire de culpabilité, que la corporation ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

120 L'article 119 ne libère en rien de sa responsabilité une corporation qui a commis une infraction en vertu de la présente loi.

121 Dans l'interprétation ou l'application de la présente loi, l'acte, l'omission, la négligence ou le défaut d'un dirigeant, administrateur, employé ou représentant d'une corporation agissant dans le cadre de son emploi ou des instructions reçues, est l'acte, l'omission, la négligence ou le défaut de la corporation.

122(1) Dans toute poursuite ou instance engagée en vertu de la présente loi, un certificat présenté comme signé par l'archiviste et attestant qu'une personne a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements ou qu'elle ne s'est pas conformée à la présente loi ou aux règlements est admissible comme preuve et est la preuve *prima facie* des faits attestés dans le certificat sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination de l'archiviste, sa compétence ni sa signature.

122(2) Le certificat mentionné au paragraphe (1) ne peut être reçu comme preuve que si la partie qui entend le produire a donné avant le procès ou une autre instance, à la personne contre laquelle va être produit le certificat, un préavis suffisant de son intention accompagné d'une copie du certificat.

122(3) A person against whom a certificate referred to in subsection (1) is produced may, with leave of the court or the Mining Commissioner, as the case may be, require the attendance of the Recorder for purposes of cross-examination.

PART XVI TRANSITIONAL

Mining Claims

123(1) A mining claim recorded under the previous Act and in effect immediately before the coming into force of this Act shall be deemed to be a mineral claim recorded under this Act with a recording date the same as the recording date of the mining claim under the previous Act, and, subject to subsection (3), all of the provisions of this Act and the regulations with respect to mineral claims and to holders of mineral claims apply to the mining claim and the holder thereof.

123(2) A mining claim staked but not recorded under the previous Act may be recorded as a mineral claim in accordance with this Act and when so recorded the holder thereof and the claim are subject to all of the provisions of this Act and the regulations.

123(3) Section 41 of the previous Act applies to the work required and to the fee in lieu of work in relation to a mining claim referred to in subsection (1) for the term in progress at the time the mining claim becomes a mineral claim under this Act.

Mining Licences

124(1) Notwithstanding section 139, a mining licence issued under the previous Act and in effect immediately before the coming into force of this Act continues and, subject to this section and to section 128, the provisions of the previous Act respecting mining licences and the holders thereof apply; but, notwithstanding section 47 of the previous Act, after the coming into force of this

122(3) La personne contre laquelle est produit le certificat mentionné au paragraphe (1) peut, avec l'autorisation de la Cour ou du commissaire aux mines, suivant le cas, requérir la présence de l'archiviste pour contre-interrogatoire.

PARTIE XVI DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET CORRÉ- LATIVES

Claims

123(1) Un claim enregistré en vertu de la loi antérieure et en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi est réputé être un claim enregistré en application de la présente loi dont la date d'enregistrement est la même que celle du claim sous le régime de la loi antérieure, et, sous réserve du paragraphe (3), toutes les dispositions de la présente loi se rapportant aux claims et à leurs titulaires s'appliquent aux claims et à leurs détenteurs visés par la loi antérieure.

123(2) Le claim qui a été jalonné mais non enregistré sous le régime de la loi antérieure peut être enregistré comme claim conformément à la présente loi; ainsi enregistré, le claim et son détenteur sont assujettis à toutes les dispositions de la présente loi.

123(3) L'article 41 de la loi antérieure s'applique au travail requis et au droit à verser en remplacement du travail relatif à un claim visé au paragraphe (1), pour le terme en cours au moment où le claim devient un claim en vertu de la présente loi.

Permis d'exploitation

124(1) Nonobstant l'article 139, le permis d'exploitation délivré sous le régime de la loi antérieure et qui est en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi est maintenu et, sous réserve du présent article et de l'article 128, les dispositions de la loi antérieure sur les permis d'exploitation et leurs détenteurs s'appliquent; mais, nonobstant l'article 47 de la loi antérieure, la pré-

Act the mining licence shall not be renewed for more than two terms of one year each.

124(2) Prior to the expiry of a mining licence continued under this section, the holder thereof may, with respect to the whole or any part of land covered by the mining licence,

(a) apply for a mining lease in accordance with section 68, or

(b) stake and record mineral claims in accordance with this Act and the regulations.

124(3) Notwithstanding subsection (2), where production is carried on under a mining licence continued under this section, the holder of the mining licence shall apply, not later than six months before the expiry of the licence, for a mining lease in accordance with section 68, but the Minister may exempt the holder of the mining licence from the requirement to submit a feasibility study report or may require the holder of the mining licence to submit only certain portions of the feasibility study report.

124(4) Where a mining lease is not granted pursuant to an application made in accordance with paragraph (2)(a) or subsection (3), the holder of the mining licence may stake and record mineral claims in accordance with this Act and the regulations with respect to the whole or any part of the land covered by the mining licence.

124(5) Upon the staking and recording of one or more mineral claims in accordance with subsection (2) or (4), the Recorder shall credit one hundred dollars towards the required work for each claim so staked and recorded.

124(6) Upon the granting of a mining lease following an application in accordance with subsection (2) or (3) or upon the staking and recording of one or more mineral claims in

sente loi une fois en vigueur, les permis d'exploitation ne peuvent plus être renouvelés pour plus de deux termes d'une année.

124(2) Avant l'expiration d'un permis d'exploitation maintenu en vertu du présent article, le titulaire de ce permis (1) peut, concernant tout ou partie du terrain faisant l'objet du permis d'exploitation

a) demander un bail minier conformément à l'article 68, ou

b) jalonner et enregistrer des claims minéraux conformément à la présente loi et aux règlements.

124(3) Nonobstant le paragraphe (2), lorsque la production est réalisée en vertu d'un permis d'exploitation maintenu en vertu du présent article, son détenteur doit faire, dans les six mois qui précèdent l'expiration du permis, une demande de bail minier conformément à l'article 68, mais le Ministre peut dispenser le détenteur du permis d'exploitation de l'obligation de soumettre un rapport d'étude de faisabilité ou peut ne l'obliger à soumettre que certaines parties rapport.

124(4) Lorsque le bail minier n'est pas accordé à la suite d'une demande faite conformément à l'alinéa (2)a) ou au paragraphe (3), le détenteur du permis d'exploitation peut jalonner et enregistrer des claims en conformité avec la présente loi et les règlements concernant tout ou partie du terrain faisant l'objet du permis d'exploitation.

124(5) Lors du jalonnement et de l'enregistrement d'un ou de plusieurs claims conformément au paragraphe (2) ou (4), l'archiviste doit créditer cent dollars pour le travail requis concernant chaque claim ainsi jalonné et enregistré.

124(6) Lors de l'octroi d'un bail minier par suite d'une demande produite conformément au paragraphe (2) ou (3), ou, lors du jalonnement et de l'enregistrement d'un ou de plusieurs claims en

accordance with subsection (2) or (4), the mining lease or the mineral claim or claims replace the mining licence continued under subsection (1) with respect to the land covered by the mining lease or by the mineral claim or claims and the previous Act has no further application to that land.

124(7) Where a mining licence continued under this section expires, section 60 applies with such changes as are necessary with respect to land not covered by a mining lease granted or a mineral claim or claims staked and recorded in accordance with this section.

Mining Leases

125(1) Notwithstanding section 139, a mining lease granted under the previous Act and in effect immediately before the coming into force of this Act continues and, subject to this section and section 128, the provisions of the previous Act respecting mining leases and holders thereof and the terms and conditions of the lease apply.

125(2) The rent payable in relation to a mining lease referred to in subsection (1) for the year in progress at the coming into force of this Act shall be in accordance with the previous Act and thereafter in accordance with this Act and the regulations.

125(3) A mining lease referred to in subsection (1) is continued, notwithstanding any requirement for renewal under the previous Act, until the fifth anniversary of the coming into force of this Act.

125(4) Where production is carried on under a mining lease continued under subsection (1), the holder thereof shall apply, not later than six months before the expiry of the five year period referred to in subsection (3), for a mining lease in accordance with section 68 with respect to the land covered by the mining lease, except that the Minister may exempt the holder thereof from the requirement to

vertu du paragraphe (2) ou (4), le bail minier ou le claim ou les claims se substituent au permis d'exploitation, maintenus en vertu du paragraphe (1), concernant le terrain faisant l'objet d'un bail minier ou d'un ou de plusieurs claims, et, la loi antérieure ne s'applique plus à ce terrain.

124(7) À l'expiration d'un bail minier maintenu en vertu du présent article, l'article 60 s'applique avec les changements nécessaires au terrain ne faisant pas l'objet d'un bail minier accordé ou d'un ou de plusieurs claims jalonnés et enregistrés conformément au présent article.

Baux miniers

125(1) Nonobstant l'article 139, le bail minier accordé sous le régime de la loi antérieure et qui est en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi est maintenu et, sous réserve du présent article et de l'article 128, ce sont les dispositions de la loi antérieure concernant les baux miniers et leurs titulaires s'appliquent ainsi que les modalités et conditions de ces baux.

125(2) Le loyer du bail minier visé au paragraphe (1) pour l'année en cours à l'entrée en vigueur de la présente loi doit être conforme à la loi antérieure et par la suite à la présente loi et aux règlements.

125(3) Le bail minier visé au paragraphe (1) est maintenu jusqu'au cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente loi, nonobstant toute exigence de renouvellement en vertu de la loi antérieure.

125(4) Lorsque la production est réalisée en vertu d'un bail minier maintenu en vertu du paragraphe (1), son détenteur doit faire, au plus tard dans les six mois qui précèdent l'expiration de la période de cinq ans mentionnée au paragraphe (3), une demande de bail minier conformément à l'article 68 concernant le terrain faisant l'objet du bail minier, mais le Ministre peut dispenser le détenteur du

submit a feasibility study report or may require the holder of the mining lease to submit only certain portions of the feasibility study report.

125(5) Where no production is carried on under a mining lease continued under subsection (1) during the five year period referred to in subsection (3), the Minister, upon application, may continue the mining lease for one additional five year period if the holder of the mining lease submits to the Minister, not later than three months before the expiry of the five-year period, a technical report giving reasons satisfactory to the Minister for not being able to go into production.

125(6) Where production is carried on under a mining lease continued under subsection (5), subsection (4) applies with such modifications as are necessary; and where no production is carried on under a mining lease continued under subsection (5), the holder of the mining lease may, prior to the expiry of the mining lease, stake and record mineral claims in accordance with this Act and the regulations with respect to the whole or any part of the land covered by the mining lease.

125(7) Where a mining lease is not continued under subsection (5), the holder of the mining lease may, prior to the expiry of the mining lease, stake and record mineral claims in accordance with this Act and the regulations with respect to the whole or any part of land covered by the mining lease.

125(8) Upon the granting of a mining lease following an application in accordance with subsection (4) or (6) or upon the staking and recording of one or more mineral claims in accordance with subsection (6) or (7), the mining lease or the mineral claim or claims replace the mining lease continued under this section with respect to the land covered by the new mining lease or mineral claim or claims and the previous Act has no further application to that land.

permis d'exploitation de l'obligation de soumettre un rapport d'étude de faisabilité ou peut ne l'obliger à soumettre que certaines parties du dit rapport.

125(5) Lorsqu'aucune production n'a été réalisée en vertu d'un bail minier maintenu en vertu du paragraphe (1) durant la période de cinq ans mentionnée au paragraphe (3), le Ministre, sur demande, peut reconduire le bail minier pour une autre période de cinq ans si le détenteur du bail minier lui soumet, au moins dans les trois mois précédant l'expiration de la période de cinq ans, un rapport technique motivant de façon satisfaisante au Ministre le fait de ne pas pouvoir entreprendre de la production.

125(6) Lorsque la production est réalisée en vertu d'un bail minier en vertu du paragraphe (5), le paragraphe (4) s'applique avec les changements nécessaires; et lorsqu'aucune production n'a été réalisée en vertu d'un bail minier maintenu en vertu du paragraphe (5), le détenteur de ce bail minier peut, avant l'expiration de celui-ci, jalonner et enregistrer conformément à la présente loi et aux règlements, les claims concernant tout ou partie du terrain faisant l'objet du bail minier.

125(7) Lorsqu'un bail minier n'est pas maintenu en vertu du paragraphe (5), son détenteur peut, avant l'expiration du bail minier, jalonner et enregistrer, conformément à la présente loi et aux règlements, les claims concernant tout ou partie du terrain faisant l'objet du bail minier.

125(8) Lors de l'octroi d'un bail minier résultant d'une demande produite en application du paragraphe (4) ou (6), et lors du jalonnement et de l'enregistrement d'un ou de plusieurs claims minéraux en application du paragraphe (6) ou (7), les baux ou les claims se substituent au bail minier maintenu en vertu du présent article concernant le terrain faisant l'objet du nouveau bail minier ou d'un ou de plusieurs claims, et, la loi antérieure ne s'applique plus concernant ce terrain.

125(9) Where a mining lease continued under this section expires, sections 86, 87 and 88 apply with such changes as are necessary with respect to land not covered by a mining lease granted or a mineral claim or claims staked and recorded in accordance with this section.

Lands Withdrawn and Agreements

126(1) Land withdrawn from prospecting and staking for all or certain minerals under section 15 of the previous Act or any predecessor of that section and which continues to be so withdrawn immediately before the coming into force of this section shall be deemed to be land withdrawn from prospecting and staking under section 25 of this Act and the previous Act or any predecessor of that Act has no further application.

126(2) Where immediately before the coming into force of this Act land withdrawn from prospecting and staking under section 15 of the previous Act or any predecessor of that section is being worked, licensed or leased under an agreement or arrangement under subsection 15(2) of that Act or any predecessor of that subsection, the agreement or arrangement continues and shall be deemed to be an agreement under section 25 of this Act and the previous Act or any predecessor of that Act has no further application unless the agreement or arrangement otherwise provides.

Prospecting Licences

127 A prospecting licence issued under the previous Act and in effect immediately before the coming into force of this Act shall be deemed to be a prospecting licence issued under this Act and continues to be valid, subject to the provisions of this Act, except that it expires at midnight on the thirty-first day of October next following the date of the licence.

125(9) Lors de l'expiration du terme du bail minier maintenu en vertu du présent article, les articles 86, 87 et 88 s'appliquent avec les adaptations nécessaires concernant le terrain ne faisant l'objet d'un bail minier accordé ni d'un ou de plusieurs claims jalonnés et enregistrés conformément au présent article.

Retrait de terrains et accords

126(1) Les terrains soustraits à la prospection et au jalonnement pour tous les minéraux ou certains d'entre eux en vertu de l'article 15 de la loi antérieure, ou de tout article antérieur à ce dernier et qui continuent à l'être immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont réputés soustraits à la prospection et au jalonnement en application de l'article 25 de la présente loi, et, la loi antérieure ou toute loi qui la précède ne s'applique plus.

126(2) Lorsque immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les terrains soustraits à la prospection et au jalonnement en application de l'article 15 de la loi antérieure ou de tout article antérieur à celui-ci font encore l'objet de travail, sont sous l'effet d'un permis ou sont donnés à bail par accord ou convention visés par le paragraphe 15(2) de cette loi ou de tout paragraphe antérieur à celui-ci en substance, cet arrangement ou cet accord sont maintenus et sont réputés être tels en application de l'article 25 de la présente loi; la loi antérieure et toute loi antérieure à cette loi en substance ne s'appliquent plus, sauf dispositions contraires de l'accord ou de l'arrangement.

Permis de prospection

127 Le permis de prospection établi en application de la loi antérieure et encore en vigueur juste avant l'entrée en vigueur de la présente loi est réputé être un permis de prospection établi en application de la présente loi et continue à être valide, sous réserve des dispositions de la présente loi, à l'exception du fait qu'il expire à minuit le trente et unième jour d'octobre qui suit la date du permis.

Accumulated Excess Work

128 Excess work accumulated under the previous Act at the coming into force of this Act shall be recalculated at a rate of five dollars for each day of the excess.

PART XVII CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

129 *Section 14 of the Assessment Act, chapter A-14 of the Revised Statutes, 1973, is amended*

(a) by striking out the words "real property comprised of Crown timber lands, mining leases, licences or claims" where they appear in subsection (8) thereof and substituting therefor the words "real property comprised of Crown timber lands or lands covered by mining leases or licences or mining or mineral claims or mining rights granted under the Ownership of Minerals Act or section 25 of the Mining Act or any predecessor of that section";

(b) by striking out the words "real property comprised of Crown timber lands, mining leases, licences or claims" where they appear in subsection (9) thereof and substituting therefor the words "real property comprised of Crown timber lands or lands covered by mining leases or licences, mining or mineral claims or mining rights granted under the Ownership of Minerals Act or section 25 of the Mining Act or any predecessor of that section".

130 *Subsection 12(2) of the Bituminous Shale Act, chapter B-4.1 of the Acts of New Brunswick, 1976, is amended by striking out the words "any licensee or lessee, under the Mining Act or the Oil and Natural Gas Act" where they appear therein and substituting therefor the words "any holder of a mining or mineral claim or mining lease under the*

Travail accumulé en excès

128 Le travail accumulé en excès sous le régime de la loi antérieure doit être recalculé à l'entrée en vigueur de la présente loi au taux de cinq dollars pour chaque journée de travail en excès.

PARTIE XVII MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

129 *L'article 14 de la Loi sur l'évaluation, chapitre A-14 des Lois révisées de 1973 est modifié*

a) par la suppression des mots «des biens réels, constitués par des terres boisées de la Couronne, des baux, licences ou claims miniers» au paragraphe (8) et leur remplacement par les mots «des biens réels, constitués par des terres boisées de la Couronne, ou des terres comportant des baux miniers ou des permis, ou, des claims miniers ou des claims minéraux ou des droits miniers accordés soit en vertu de la Loi sur la propriété des minéraux, soit en vertu de l'article 25 de la Loi sur les Mines ou de tout article le précédant en substance»;

b) par la suppression des mots «des biens réels, constitués par des terres boisées de la Couronne, des baux, licences ou claims miniers» au paragraphe (9) et leur remplacement par les mots «des biens réels, constitués par des terres boisées de la Couronne, ou des terres comportant des baux miniers ou des permis ou des claims miniers ou des claims minéraux ou des droits miniers accordés soit en vertu de la Loi sur la propriété des minéraux, soit en vertu de l'article 25 de la Loi sur les mines ou de tout article le précédant en substance».

130 *Le paragraphe 12(2) de la Loi sur les schistes bitumineux, chapitre B-4.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1976, est modifié par la suppression des mots «d'un concessionnaire ou détenteur de permis en vertu de la Loi sur les mines ou du titulaire d'un permis de recherche ou d'un bail en vertu de la Loi sur le pétrole et le gaz naturel» et leur*

Mining Act, any holder of a mining licence or mining lease continued under the *Mining Act*, any holder of a mining right granted under the *Ownership of Minerals Act* or section 25 of the *Mining Act* or any predecessor of that section, or any licensee or lessee under the *Oil and Natural Gas Act*".

131 *Section 2 of the Elevators and Lifts Act, chapter E-6 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out the words "Mining Act" where they appear therein and substituting therefor the words "Occupational Health and Safety Act".*

132 *The Grand Lake Development Act, chapter G-4 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

133(1) *Section 1 of the Metallic Minerals Tax Act, chapter M-11.01 of the Revised Statutes, 1973, is amended*

(a) *by repealing the definition "director";*

(b) *by repealing the definition "mining right" and substituting therefor the following:*

"mining right" means a mining or mineral claim, a mining licence or lease or a right granted under the *Ownership of Minerals Act*, section 25 of the *Mining Act* or any predecessor of that section or in a Crown grant;

133(2) *Paragraph 2.1(6)(k.1) of the said Act is amended by striking out the word "director" where it appears therein and substituting therefor the words "mine assessor".*

133(3) *Subsection 5(6) of the said Act is repealed.*

remplacement par les mots «d'un détenteur d'un claim minier ou d'un claim minéral ou d'un bail minier en vertu de la Loi sur les mines, d'un détenteur de droit minier accordé en vertu de la Loi sur la propriété des minéraux ou de l'article 25 de la Loi sur les mines ou de tout article le précédant en substance ou de tout détenteur de permis ou de tout concessionnaire en vertu de la Loi sur le pétrole et le gaz naturel».

131 *L'article 2 de la Loi sur les éleveurs et les monte-charge, chapitre E-6 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression des mots «Loi sur les mines» et leur remplacement par les mots «Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail».*

132 *La Loi sur la mise en valeur de la région du Grand Lac, chapitre G-4 des Lois révisées de 1973 est abrogée.*

133(1) *L'article 1 de la Loi de la taxe sur les minéraux métalliques, chapitre M-11.01 des Lois révisées de 1973, est modifié*

a) *par l'abrogation de la définition «directeur»;*

b) *par l'abrogation de la définition «droit minier» et son remplacement par ce qui suit:*

«droit minier» désigne un claim, un permis d'exploitation émis ou un bail ou un droit accordés en vertu de la *Loi sur la propriété des minéraux*, de l'article 25 de la *Loi sur les mines* ou de tout article le précédant en substance ou d'une concession de la Couronne;

133(2) *L'alinéa 2.1(6)(k.1) de cette loi est modifié par la suppression du mot «directeur» et son remplacement par les mots «répartiteur minier».*

133(3) *Le paragraphe 5(6) de cette loi est abrogé.*

133(4) *Section 6 of the said Act is amended by striking out the word "director" where it appears in paragraphs (1)(a) and (c) and subsection (2) thereof and substituting therefor the words "mine assessor".*

133(5) *Section 7 of the said Act is amended by striking out the word "director" where it appears therein and substituting therefor the words "mine assessor".*

133(6) *Section 8 of the said Act is amended*

(a) by striking out the word "director" where it appears in subsection (1) thereof and substituting therefor the words "mine assessor";

(b) by striking out the words "The director or any mine assessor" where they appear in subsection (4) thereof and substituting therefor the words "Any mine assessor";

(c) by striking out the words "director or" where they appear in subsection (5) thereof.

133(7) *Paragraph 10(2)(b) of the said Act is amended by striking out the word "director" where it appears therein and substituting therefor the word "Minister".*

133(8) *Section 12, subsection 13(1), section 14, subsections 15(1), 16(2), 17(1), 17(3), 18(2), 18(4), 18(7), 25(1) and 26(1) of the said Act are amended by striking out the word "director" wherever it appears therein and substituting therefor the word "mine assessor".*

133(9) *Paragraph 30(a) of the said Act is amended by striking out the words "the director," where they appear therein.*

133(10) *Section 31 of the said Act is amended by striking out the words "the lessee of a mining claim," and "the director," where they appear therein.*

133(4) *L'article 6 de cette loi est modifié par la suppression du mot «directeur» aux alinéas (1)a) et c) et au paragraphe (2) et son remplacement par les mots «répartiteur minier».*

133(5) *L'article 7 de cette loi est modifié par la suppression du mot «directeur» et son remplacement par les mots «répartiteur minier».*

133(6) *L'article 8 de cette loi est modifié*

a) par la suppression des mots «directeur» au paragraphe (1) et son remplacement par les mots «répartiteur minier»;

b) par la suppression des mots «Le directeur ou tout répartiteur minier» au paragraphe (4) et leur remplacement par les mots «Tout répartiteur minier»;

c) par la suppression des mots «directeur ou» au paragraphe (5).

133(7) *L'article 10(2)b) de cette loi est modifié par la suppression du mot «directeur» et son remplacement par le mot «Ministre».*

133(8) *L'article 12, le paragraphe 13(1), l'article 14, les paragraphes 15(1), 16(2), 17(1), 17(3), 18(2), 18(4), 18(7), 25(1) et 26(1) de cette loi sont modifiés par la suppression du mot «directeur» et son remplacement par les mots «répartiteur minier».*

133(9) *L'alinéa 30a) de cette loi est modifié par la suppression des mots «au directeur».*

133(10) *L'article 31 de cette loi est modifié par la suppression des mots «au concessionnaire d'un claim», «le directeur,» et «au directeur,».*

134 *Subsection 16(3) of the Oil and Natural Gas Act, chapter O-2.1 of the Acts of New Brunswick, 1976, is amended by striking out the words "any licensee or lessee under the Bituminous Shale Act or the Mining Act" where they appear therein and substituting therefor the words "any holder of a mining or mineral claim or mining lease under the Mining Act, any holder of a mining licence or mining lease continued under the Mining Act, any holder of a mining right granted under the Ownership of Minerals Act or section 25 of the Mining Act or any predecessor of that section or any licensee or lessee under the Bituminous Shale Act".*

135(1) *Section 5 of the Ownership of Minerals Act, chapter O-6 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out the words "a mining licence or lease of the mining rights" where they appear therein and substituting therefor the words "mining rights".*

135(2) *Section 9 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:*

9 No order made under this Act shall be construed to affect any mining licence or lease made or issued under Chapter 31 of The Consolidated Statutes, 1903, or any mineral claim, mining licence, mining lease or other mining right acquired, granted or continued under the *Mining Act*.

136 *Section 1 of the Pipe Line Act, chapter P-8.1 of the Acts of New Brunswick, 1976, is amended by repealing the definition "mineral" and substituting therefor the following:*

"mineral" means any natural, solid, inorganic or fossilized organic substance and such other substances as are prescribed by regulation to be minerals, but does not include

134 *Le paragraphe 16(3) de la Loi sur le pétrole et le gaz naturel, chapitre O-2.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1976, est modifié par la suppression des mots «titulaire d'un permis de recherche ou d'un concessionnaire en vertu de la Loi sur les schistes bitumineux ou d'un concessionnaire ou détenteur de permis en vertu de la Loi sur les mines» et leur remplacement par les mots «titulaire de claim minier ou de claim minéral ou de bail minier en vertu de la Loi sur les mines, d'un titulaire de permis d'exploitation ou de bail minier en cours en vertu de la Loi sur les mines, d'un titulaire de droit minier accordé en vertu de la Loi sur la propriété des minéraux ou de l'article 25 de la Loi sur les mines ou de tout article le précédant en substance ou d'un titulaire de permis ou d'un concessionnaire en vertu de la Loi sur les schistes bitumineux».*

135(1) *L'article 5 de la Loi sur la propriété des minéraux, chapitre O-6 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression des mots «un permis d'exploitation minière ou lui donner à bail des droits miniers» et leur remplacement par les mots «des droits miniers».*

135(2) *L'article 9 de cette loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:*

9 Nul décret pris en application de la présente loi ne peut être interprété comme portant atteinte à un permis d'exploitation minière ou à un bail minier établi ou passé en vertu du chapitre 31 des Statuts refondus de 1903, ni à un claim, un permis d'exploitation minière, un bail minier ni à une autre droit minier acquis, accordé ou en cours en vertu de la *Loi sur les mines*.

136 *L'article 1 de la Loi sur les pipelines, chapitre P-8.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1976 est modifié par l'abrogation de la définition «minéral» et son remplacement par la définition suivante:*

«minéral» désigne toute substance naturelle, solide, inorganique ou organique fossilisée et, toute autres substances de cette nature prescrites par règlement, mais ne comprend pas